



PAR SON AMPLEUR, la journée de grève et de manifestations du 31 janvier a permis de franchir un nouveau cap pour gagner le retrait du projet Macron. Dans des centaines de localités partout en France, 2,8 millions de travailleuses et travailleurs, privé·es d'emploi, jeunes, retraités, encore plus nombreux que le 19 janvier, se sont fortement mobilisés.

Concernant la Fonction publique, le ministère a communiqué des chiffres de grévistes dès la matinée alors que tout recensement sérieux est impossible en moins d'une journée. Quoi que dise ce gouvernement au service d'une minorité d'ultra-riches, une réalité demeure : dans la Fonction publique comme dans de nombreux secteurs, la grève a été massive hier et la détermination reste entière.

Les personnels de la Fonction publique ont bien compris la nocivité du projet Macron qui, en l'état actuel, les conduirait à travailler deux ans de plus, avec des conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles et des traitements, salaires et pensions largement insuffisants. C'est inacceptable !

À ce stade, le gouvernement refuse d'entendre ce qu'exprime la grande majorité de la population et continue de rabâcher sa pathétique et scandaleuse propagande sur une réforme « juste et nécessaire ».

L'écrasante majorité de la population rejette ce projet de régression sociale et une nette majorité soutient la mobilisation.

C'est donc avec confiance que nous devons aborder la période qui s'ouvre.

Réunie le 31 janvier, l'intersyndicale interprofessionnelle appelle « la population à se mobiliser par la grève et la manifestation encore plus massivement le mardi 7 février puis le samedi 11 février » et « d'ici là, à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève ».

La CGT Fonction publique appelle à mettre en débat dans les assemblées générales la grève et les conditions de sa reconduction. L'élargissement de la mobilisation et son inscription dans la durée passent aussi par les diverses formes d'action à notre disposition, qui se développent dans tout le pays : retraites au flambeau en soirée, signature de la pétition intersyndicale qui a dépassé les 850 000 signatures, initiatives diverses, mobilisations avec les forces politiques et associatives, etc.

Autour du mot d'ordre du retrait du projet Macron, la CGT Fonction publique appelle à développer les intersyndicales locales et sectorielles, pour continuer de faire grandir le rapport de force. C'est ce à quoi nous travaillons au niveau national.

Parce que le financement des retraites dépend du niveau des traitements et salaires, et parce que le bénéfice de la retraite en bonne santé nécessite de bonnes conditions de travail, portons aussi la double exigence de mesures générales d'augmentation et de l'amélioration de nos conditions de travail !

fichiers:



[Télécharger 2023_02_01_communique_retraite_fp.pdf](#) (46.63 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2023](#)

[Retraites](#)

[Tracts 2023](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank